

L'hypocrisie du gouvernement libéral sur les questions de guerre et de paix

L'anniversaire de la première guerre du Golfe



Le gouvernement du Canada fait une fois de plus l'éloge de l'intervention du Canada aux côtés des impérialistes américains lors de la guerre du Golfe de 1991.

Le ministre de la Défense nationale, Harjit Sajjan, a déclaré que : « La contribution des Forces armées canadiennes lors de la première guerre du Golfe reflète fortement les valeurs de liberté et de démocratie qui sont toujours les nôtres aujourd'hui ». Le général Jonathan Vance et le chef-adjutant Kevin West ont déclaré que « bien que les deux Guerres mondiales et les plus récentes opérations, comme celles qui ont eu lieu en Afghanistan, peuvent prendre préséance lorsque nous repensons aux conflits engageant les FAC, la première guerre du Golfe a dominé nos pensées à partir de l'été de 1990. ... La contribution du Canada à ce résultat rapide et réussi a été remarquable. » Le général Vance et le chef-adjutant West soulignent que cette mission a conduit au déploiement des Forces armées canadiennes au Koweït, où elles sont toujours et participent à la mission menée par les États-Unis en Irak. Anciens Combattants Canada indique que plus de 4 000 Canadiens ont été engagés dans la première guerre du Golfe déclenchée par les États-Unis, notamment dans le transport militaire, la campagne aérienne, les opérations de combat air-sol et les opérations navales.

Ces éloges de la guerre et du rôle du Canada aujourd'hui ne peuvent estomper le fait que l'opposition populaire à cette guerre et aux crimes commis était telle [1] que lorsque la deuxième guerre du Golfe a été déclenchée le 19 mars 2003, le gouvernement libéral de Chrétien a jugé qu'il ne fallait pas intervenir, du moins pas ouvertement parce qu'il est intervenu dans le cadre des forces intégrées des États-Unis et par d'autres moyens à l'insu des Canadiens. Le gouvernement libéral actuel a-t-il oublié ce qui s'est passé à l'époque ou croit-il que les gens ont la mémoire courte ? Peut-être pense-t-il que c'est une bonne occasion de se faire bien voir par les anciens combattants de la première guerre du Golfe ou de se présenter comme un gouvernement épris de paix pour justifier ses ingérences dans les affaires des nations souveraines d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord ?

Quoi qu'il en soit, ce gouvernement est en train de devenir encore plus dangereux que le gouvernement Harper. Dans leur grande majorité, les Canadiens ont voté contre ce dernier et l'ont chassé du pouvoir notamment parce que c'était un gouvernement de guerre.

En 1991, le président de l'Irak, Saddam Hussein, a envahi le Koweït, qui selon lui était territoire

iraquien. Il l'a fait à l'instigation des États-Unis. Cependant, c'était un coup monté et il allait payer très cher cette agression contre un pays souverain. George Bush père, qui était le président des États-Unis à l'époque, a déclaré que Saddam Hussein était un nouveau Adolf Hitler et que personne ne devrait l'apaiser. Il a dit que quiconque ne s'opposait pas à l'annexion du Koweït par l'Irak était un conciliateur et que lui ne voulait pas être un conciliateur. C'est l'argument qu'on a donné pour justifier une intervention dans la région.

La question se pose : comment est-il possible de s'opposer à l'apaisement sans savoir qui est l'agresseur? Il est devenu évident une nouvelle fois dans l'histoire que sans saisir la cause des problèmes, on ne peut leur trouver de solution.

Le dirigeant du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), Hardial Bains, a écrit à l'époque : « Il est tout à fait vrai que les gens ne veulent pas la guerre. Mais sans compréhension des causes de la guerre, il ne peut y avoir de solution. Dans le cadre du système mondial actuel dans lequel l'agression et l'apaisement vont de pair, la cause des guerres injustes, de l'agression et de l'intervention ne peut être que la lutte pour la domination. Les États-Unis ont déclaré qu'ils ont des « intérêts vitaux » dans le monde entier. Le Canada et d'autres pays ont fait les mêmes déclarations ainsi que l'Union soviétique.[2] C'est le système mondial d'asservissement économique et de domination qui est le fondement de la domination politique et de la guerre, qui sont les moyens employés pour les maintenir. La guerre, il est généralement admis, est la continuation de la politique par d'autres moyens.

« La division bipolaire du monde a pris fin l'an dernier, mais peut-on en déduire pour autant que tous les efforts de domination mondiale ont pris fin ? Non, on ne peut pas. Ce qui va se produire, c'est que le repartage du monde en nouvelles sphères d'influence va recommencer de plus belle. La crise dans la région du Golfe est le premier exemple de cela depuis la fin de la division bipolaire du monde entre les blocs soviétique et américain. Les États-Unis veulent non seulement préserver leur influence dans la région du Golfe, mais aussi l'étendre. Ils ont des intérêts stratégiques dans la région. L'Irak veut que cette région soit sa propre zone d'influence et l'Iran veut s'imposer comme la puissance dominante dans la région avec qui les autres négocient son destin. L'Allemagne, la France, le Japon et d'autres aussi ont des intérêts dans la région, tout comme l'Union soviétique. Autrement dit, il y a un affrontement entre des intérêts divergents et la fin de la division bipolaire du monde n'a pas mis fin à ces affrontements.



« Un autre aspect important à considérer est qu'il ne faut pas voir les États-Unis et l'Union soviétique sous l'angle de la politique à court terme comme certains le font. Nous devrions examiner également leurs objectifs à long terme. Devons-nous penser que l'objectif à long terme des États-Unis et de l'Union soviétique est la liberté et pas la domination ? Penser que la liberté est leur but serait une erreur fatale. Leur objectif reste la domination du monde et cette lutte se poursuit dans les nouvelles conditions. C'est la raison de leurs agressions contre d'autres et de leur politique d'apaisement entre eux. Si les États-Unis et l'Union soviétique devaient entrer en guerre l'un contre l'autre, cela ne voudrait pas dire qu'ils ne pratiquent plus l'apaisement. Au contraire, cela voudrait dire qu'ils ne peuvent plus poursuivre leurs intérêts sans trancher la

question de qui d'entre eux va dominer le monde et que la guerre est le moyen utilisé pour cela.

« Les gens ne doivent pas sous-estimer la possibilité d'une guerre entre les grandes puissances. Si elle n'a pas lieu entre les États-Unis et l'Union soviétique, elle pourrait avoir lieu entre d'autres grandes puissances et les États-Unis et l'Union soviétique pourraient se ranger dans le même camp ou des camps opposés. Tant que la lutte pour la domination du monde existera, le danger de guerre existera. Ce danger ne peut être évité qu'en s'opposant à l'agression et à l'apaisement. Ne pas s'opposer à l'intervention américaine dans la région du Golfe revient à encourager les États-Unis à poursuivre sur leur voie belliciste et agressive. C'est la même chose avec l'Irak et avec l'Union soviétique et son asservissement des nations. Agresseurs et pacificateurs vont de pair. Le gouvernement du Canada, à cause de son appartenance à l'OTAN et à NORAD, est à la fois un agresseur et un adepte de l'apaisement. Les travailleurs et tous les gens épris de justice et de paix devraient exiger que le gouvernement canadien s'oppose à l'agression et à l'apaisement. En d'autres termes, un des principaux éléments de la création d'un nouvel ordre mondial est l'opposition sans aucune hésitation à tous les agresseurs et conciliateurs. C'est la condition d'une paix durable et également de la démocratie internationale. » [3]

Notes

1. La démographe Osborne Daponte a estimé que 13 000 civils avaient été tués par les Américains et les forces alliées pendant la guerre contre l'Irak qui a duré d'août 1990 à février 1991, et qu'environ 70 000 civils étaient morts des suites de la guerre, de la destruction des installations médicales, des infrastructures du réseau électrique et d'approvisionnement en eau. En tout, 40 000 soldats irakiens ont été tués dans le conflit. Elle est arrivée à la conclusion que les pertes totales irakiennes dues à la guerre et ses séquelles s'élevaient à 158 000 personnes, dont 86 194 hommes, 39 612 femmes et 32 195 enfants.

Plus de 1,7 million de personnes sont décédées en conséquence directe des sanctions génocidaires imposées par les États-Unis. On estime que les sanctions des États-Unis et de l'ONU imposées à l'Irak dans les années 1990, qui interdisaient le chlore pendant une grande partie de la décennie et rendaient impossible la purification de l'eau, ont tué 500 000 Irakiens., principalement des enfants. (Les enfants et les nouveaux-nés meurent aisément de la diarrhée causée par la gastro-entérite qui cause une déshydratation fatale.) Sur la chaîne CBS-TV le 12 mai 1996, interrogée sur le fait qu'un demi-million d'enfants ont été tués, Madeline Albright avait répondu : « Nous (le gouvernement américain) pensons que le prix en valait la peine. »

2. L'Union soviétique a été démantelée en décembre 1991.

3. « Les conciliateurs », Hardial Bains, LML, Vol. 21, No. 6, 15 janvier 1991



Les tentatives du Canada de faire dérailler le processus de paix en Syrie

Alors que se déroulent les pourparlers de paix dirigés par l'ONU pour tenter de rapprocher les forces syriennes et obtenir une solution politique au conflit, le Canada a annoncé qu'il fournissait un soutien technique et consultatif à certains groupes participant aux négociations, plutôt que d'appuyer le processus de paix lui-même.

Puis, le 24 février, le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, a rencontré un des principaux groupes d'opposition auto-proclamés appuyés par des puissances étrangères en Syrie, la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution, dite également Coalition nationale syrienne.[1] Lors de cette rencontre, le groupe a fait valoir auprès du Canada que tout processus de transition politique devait résulter en un changement de régime.

Suite à une rencontre avec Dion, la Coalition a déclaré par voie de communiqué qu'une entente entre les États-Unis et la Russie visant l'« arrêt des hostilités » serait « futile s'il ne menait pas à une réelle transition politique en Syrie ». La Coalition a dit: « L'entente doit mettre la table pour une transition politique qui met fin une fois pour toutes au règne de la famille Assad et permet au peuple syrien de vivre dans la liberté et dans la dignité. » Elle a appelé le gouvernement canadien à « appuyer les efforts qui favorisent une véritable transition politique en Syrie sans Bachar el-Assad et son cercle intime ».



Manifestement, l'objectif du changement de régime est imposé de l'extérieur à un processus qui est censé mener à une transition décidée par les Syriens eux-mêmes.

Note

1. Le 11 décembre 2012, le président des États-Unis, Barack Obama, a reconnu la Coalition comme étant la « seule représentante légitime du peuple syrien », et le jour suivant, cent pays ont emboîté le pas à la Conférence des amis de la Syrie à Marrakech, au Maroc. La Coalition prétend être reconnue en tant que représentante légitime du peuple syrien par 120 pays. Dans le feuillet d'information sur son site web, il est dit que la Coalition s'est affirmée en tant que gouvernement par intérim et que celui-ci accèdera au pouvoir suite à la transition politique de la Syrie, ce qui veut dire que la Coalition a l'intention de renverser le gouvernement syrien. Elle travaille de près avec l'Armée syrienne libre et en est presque une branche.



Le Canada cherche à s'engager davantage dans l'agression contre la Libye

À la veille du cinquième anniversaire de l'agression de 2011 de l'OTAN contre la Libye qui a détruit le pays, le gouvernement canadien cherche comment se joindre à une nouvelle intervention menée par les États-Unis. [1] Cinq ans plus tard, aucun problème n'a été résolu, bien au contraire, et la Libye souffre toujours de l'anarchie et de la violence de l'assaut de l'OTAN et les Libyens qui sont demeurés au pays vivent sous le joug des seigneurs de guerre, y compris des organisations affiliées à l'EIL qui ont été mis au pouvoir par cette intervention armée.

Les États-Unis se sont remis à bombarder la Libye en 2015 avec des frappes en juin et en novembre et la plus récente le 19 février dernier. En janvier, le département de la Défense des

États-Unis a dit que des forces spéciales sont à l'oeuvre en Libye. Les États-Unis disent qu'ils y attaquent des « camps de l'EIL ». On dit que les quartiers généraux de l'EIL en Libye sont situés à Syrte, une ville portuaire au centre du pays et la ville qui a été le plus dévastée par l'intervention de l'OTAN. Le noyau de l'EILy est formé de ceux qui ont combattu au nom des États-Unis et de l'OTAN contre le gouvernement libyen en 2011, dont plusieurs sont ensuite allés en Syrie pour tenter d'y répéter le même scénario.

Les États-Unis ont aussi recours à des drones de combat en Libye à partir de la base aéronavale de Sigonella en Sicile. Un porte-parole du ministère de la Défense italienne a dit aux médias que ces drones ne devraient servir qu'à des fins « défensives » pour protéger les forces spéciales des États-Unis sur le terrain.



Les discussions ayant lieu entre les représentants militaires et politiques des pays de l'OTAN font état de plans en vue d'une opération plus vaste encore, possiblement en mars. Le réseau CBC, dans un reportage du 13 février, a rapporté que selon le ministre de la Défense nationale, Harjit Sajjan, « le Canada pourrait sous peu se joindre à une coalition militaire dans le but de combattre l'EIL en Libye ».

« J'ai eu une bonne rencontre avec mon homologue, le ministre de la Défense de l'Italie, [au sujet d'une intervention militaire en Libye] », a dit Sajjan. Il a ajouté : « L'Italie est prête à en prendre l'initiative. Dès que nous aurons une bonne vue d'ensemble de la situation politique, nous serons en mesure de décider comment agir. » CBC rapporte que selon Sajjan, « toute action militaire en Libye reposera sur les leçons apprises par le Canada en Afghanistan ».

Le ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, Tobias Ellwood, a dit au début février que les avions de combat de la Royal Air Force sont de retour en Libye. Le *Sunday Telegraph* du Royaume-Uni rapporte que le 27 février, des forces spéciales britanniques ont été déployées et qu'elles « travaillent avec les forces spéciales américaines dans la ville de Misrata ». Le *Monde* en France a aussi rapporté que des forces spéciales françaises et des membres de la Direction générale de la Sécurité extérieure sont eux aussi de nouveau en Libye.

Note

1. Le 2 mars 2011, le Canada a déployé la frégate *HMCS Charlottetown* au large des côtes libyennes. Le ministre d'alors de la Défense nationale Peter McKay, avait dit : « Nous y sommes pour être prêts à toutes les éventualités. L'OTAN est là pour la même raison. C'est une mesure de précaution qui procède par étapes. » Quinze jours plus tard, le 17 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé une « zone d'exclusion aérienne » sur la Libye qui a signalé le début officiel de l'intervention militaire qui a été menée par l'OTAN.

Le Haut commissaire aux Droits de l'homme de l'ONU, Zeid Ra'ad Al Hussein, a déclaré le 25 février que « l'impunité intégrale » prévaut en Libye aujourd'hui. Il n'y a pas de gouvernement national et des groupes armés contrôlent différentes régions du pays. Le bureau du Haut commissaire affirme qu'il s'y produit « des tueries illégales, y compris l'exécution de personnes faites prisonnières, détenues, enlevées ou perçues comme étant dissidentes. Il y a aussi des attaques générales contre des quartiers résidentiels à haute densité, de la torture et des mauvais traitements, de la détention arbitraire, des enlèvements et des disparitions, ainsi que de la violence fondée sur le sexe et de la discrimination envers les femmes. »

Al Hussein a dit qu'aujourd'hui la Libye « ne fait que rarement la une des journaux ». En 2011, après que les forces dirigées par les États-Unis eurent orchestré un soulèvement pour renverser le gouvernement libyen, les médias monopolisés et les gouvernements de l'OTAN ont donné les raisons les plus absurdes pour justifier l'intervention, lesquelles se sont toutes avérées sans fondement. Des crimes aux proportions épiques y ont été commis par les États-Unis, le Canada et d'autres pays membres de l'OTAN et leurs forces sur le terrain. La « zone d'exclusion aérienne », qui était censée protéger les Libyens, s'est avérée une campagne de frappes sans merci contre l'armée libyenne, des villes entières et les civils libyens patriotiques qui avaient pris les armes pour se défendre.

Pour de plus amples informations, voir les articles sur le quatrième anniversaire de la guerre de l'OTAN contre la Libye dans [le numéro du 15 mars 2015 du *Marxiste-Léniniste*](#).



Journée d'action le 19 mars

Rassemblements à l'occasion du 13e anniversaire de l'invasion de l'Irak



Halifax

**Rassemblement et piquet
Samedi 19 mars à 14 heures**

1888 rue Brunswick

(devant le bureau du député libéral Andy Fillmore)

Montréal

**Rassemblement
Samedi 19 mars à 13 heures**

Complexe Guy-Favreau

200 boulevard René-Lévesque ouest

Station de métro Place d'Armes ou Place des Arts

[Facebook](#)

Ottawa
Rassemblement et piquetage
Samedi 19 mars à 13 heures
Ambassade des États-Unis
York et Sussex

Toronto
Rassemblement et piquet au Bureau de la ministre
du Commerce international Chrystia Freeland
Samedi 19 mars, 13 heures
344 rue Bloor ouest (près de la station de métro Spadina)
Facebook

Le 19 mars 2016 marquera le 13e anniversaire de l'invasion de l'Irak initiée par les États-Unis, marquant le début d'une guerre qui a fait plus de 500 000 morts. Cette année, le gouvernement Trudeau a annoncé la poursuite en force de l'implication canadienne au sein de la coalition qui multiplie les attaques contre les peuples syrien et irakien depuis 2014. Nous devons plus que jamais nous opposer à cette escalade de violence au Moyen-Orient, refuser la politique de « guerre contre le terrorisme » dont pâtit la population civile en premier lieu.

Dans plusieurs villes du Canada, des rassemblements pour la paix sont organisés cette journée. Unissons-nous pour faire du 19 mars une journée pour la paix !



Syrie

Cessation des hostilités en vigueur

Le 27 février, la cessation des hostilités en Syrie est entrée en vigueur. L'entente s'applique aux parties engagées dans le conflit syrien qui en acceptent les conditions et s'engagent à les respecter. L'entente ne s'applique pas au « Daesh » ou à « Jabhat al-Nosra » ou « aux autres organisations terroristes désignées par le Conseil de sécurité de l'ONU », ce qui peut expliquer que l'accord parle d'une cessation des hostilités plutôt que d'un cessez-le-feu. Les conditions de l'entente ont été soumises au Conseil de sécurité de l'ONU par la Russie et les États-Unis en tant que coprésidents du Groupe international de soutien à la Syrie (GISS).

Déterminer qui est un terroriste et qui ne l'est pas est une question qui ne cesse de causer des problèmes aux impérialistes. Par exemple, alors que la nouvelle mission du Canada dans sa lutte contre l'État islamique comprend la formation, le support et l'approvisionnement des milices Kurdes peshmergas au nord de l'Irak, l'allié du Canada au sein de l'OTAN, la Turquie, demande que les forces kurdes en Syrie soient exclues de l'accord de cessation des hostilités parce que, selon elle, ce sont des groupes terroristes. Réagissant à l'annonce de l'entente avant sa mise en oeuvre, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a dit que la Turquie ne la respecterait pas. Il a comparé les



Unités de protection du peuple kurde (YPG) et leur affilié, le Parti de l'union démocratique (PYD), à l'État islamique, et a déclaré que si Daesh et al-Nosra sont exclus du cessez-le-feu, « alors les PYD-YPG doivent aussi être exclus puisqu'ils sont des groupes terroristes au même titre que Daesh et al-Nosra ». Juste avant la mise en oeuvre de la cessation des hostilités, l'armée turque a pilonné les positions des forces kurdes en Syrie. Le 2 mars, en dépit de la cessation des hostilités, elle a poursuivi ses frappes en Syrie en disant qu'elle attaquait uniquement les positions de l'État islamique. Entretemps, la Turquie est aussi accusée de faire entrer clandestinement des armes en Syrie sous couvert d'aide humanitaire.

Avec la cessation des hostilités, les tentatives des États-Unis et de leurs alliés de se servir de leurs hommes de main en Syrie pour provoquer un changement de régime violent ont été circonscrites. C'est probablement pour cette raison que les États-Unis parlent maintenant d'un « Plan B » pour la Syrie. Pour participer à l'entente, les groupes armés doivent s'engager envers l'application intégrale de la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU et démontrer « une volonté de participer au processus de négociation politique facilité par l'ONU ». Ils doivent mettre fin à leurs attaques contre les Forces armées syriennes et « toute autre force associée »; en retour, ils ne feront pas l'objet d'attaques de la part de l'armée du gouvernement syrien « ou d'autres forces qui l'appuient », de l'armée russe ou de la Coalition dirigée par les États-Unis pour lutter contre l'EIL. La mise en oeuvre de l'accord est supervisée par le Groupe de travail sur le cessez-le-feu qui est coprésidé par la Russie et les États-Unis et dont le secrétariat est assumé par l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie. [1]



Après six jours, l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a dit que la cessation des hostilités tient bon mais demeure fragile. De Mistura a dit aux journalistes que le succès de la trêve n'était pas « garanti », mais que « des progrès étaient visibles ». Les Russes rapportent qu'il y a eu 52 violations de l'entente perpétrées par des « organisations terroristes ».

« La chose la plus importante est d'enclencher une dynamique qui va mener au point où l'on va traiter de la situation politique, ce qui est la seule façon d'établir la stabilité en Syrie », a dit

l'Envoyé de l'ONU pour la Syrie.

De Mistura a annoncé qu'il voulait réunir les groupes syriens le 9 mars dans le but de favoriser la reprise des négociations formelles de paix.

Un journaliste canadien est blessé

On rapporte que le 1er mars, un correspondant de Radio-Canada, Raymond Saint-Pierre, a été blessé en Syrie lorsqu'un groupe de journalistes avec lequel il voyageait a été la cible de frappes près de la frontière turque dans le village syrien de Latakia. Le journaliste a dit à CBC News que les frappes venaient possiblement de forces turques ou de combattants affiliés à al-Qaeda qui sont actifs dans la région. Le groupe avait été transporté en Syrie à partir de Moscou pour une visite organisée par le ministère de la Défense de la Russie. Aucun représentant canadien n'a émis de déclaration sur le sujet.

Le gouvernement syrien va tenir des élections

Le 22 février, le jour même de l'annonce des termes de la cessation des hostilités, le président

syrien, Bachar el-Assad, a promulgué le décret numéro 63, fixant la date des élections pour les membres de l'Assemblée populaire au 13 avril 2016. L'assemblée comprend 250 membres qui sont élus pour quatre ans. À la fin des mises en candidature le 2 mars, le nombre total de candidats ayant soumis leur demande d'enregistrement avait atteint 11 341, selon le Haut Comité juridique responsable des élections.

Les États-Unis envisagent un « Plan B » en l'absence d'un changement de régime

Le 23 février, devant la commission des Affaires étrangères du Sénat américain, le secrétaire d'État des États-Unis, John Kerry, a dit: « Nous allons savoir dans un mois ou deux si ce processus de transition est vraiment sérieux. Bachar el-Assad va lui-même devoir prendre de véritables décisions sur l'établissement d'un véritable processus de gouvernance de transition. Si cela ne se produit pas, il y a certainement des options d'un plan B qui sont à l'étude. »

Kerry a dit que la partition de la Syrie faisait partie du Plan B si la cessation des hostilités ne tient pas le coup. Manifestement, pour les États-Unis, l'engagement envers une résolution politique du conflit en Syrie ne s'applique pas à eux. « La situation peut définitivement se détériorer et la Russie doit aussi être en train d'évaluer la situation. Il sera peut-être trop tard pour préserver l'intégrité de la Syrie si la situation dure encore longtemps. »

Note

1. Dans une déclaration conjointe émise le 22 février, les États-Unis et la Russie, en tant que coprésidents du GISS, affirment : « Les principales fonctions du Groupe de travail spécial sont, comme il est prévu dans la Déclaration du GISS du 11 Février, de : a) délimiter le territoire tenu par 'Daesh', 'Jabhat al-Nosra' et d'autres organisations terroristes telles que désignées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ; b) assurer la communication entre toutes les parties pour promouvoir le respect et désamorcer rapidement les tensions; c) traiter des allégations de non-respect; et d) soumettre les comportements non conformes persistants par l'une ou l'autre des parties aux ministres du GISS ou aux personnes désignées par les ministres afin de déterminer les mesures appropriées, y compris l'exclusion de ces parties de l'accord de cessation des hostilités et de la protection qu'il leur offre . »

La déclaration conjointe dit aussi que le Groupe de travail spécial sur la cessation des hostilités du Groupe international de soutien à la Syrie a été établi sous les auspices des Nations unies et que le Bureau des Nations unies de l'envoyé spécial pour la Syrie, l'organisme qui doit faciliter les pourparlers inter-syriens parrainés par l'ONU qui ont été suspendus, sert de secrétariat. L'entente appelle les États-Unis et la Russie ainsi que les autres membres du Groupe de travail spécial à « développer des mécanismes efficaces pour promouvoir et surveiller le respect du cessez-le-feu par les forces gouvernementales de la République arabe de la Syrie et d'autres forces qui les appuient, d'une part, et les groupes d'opposition armés, de l'autre ».

Les frappes contre les organisations désignées terroristes par le Conseil de sécurité de l'ONU se poursuivent, puisque ces organisations ne font pas partie de l'accord de cessation des hostilités.

